

# L'Express

L'Express Ottawa > Opinion

## Encore du chemin pour le bilinguisme officiel à Ottawa

Publié le 24 septembre 2014



La directrice générale de L'Express d'Ottawa, Madeleine Joannis.

Faire de la capitale du Canada une Ville officiellement bilingue en 2017: l'objectif a pris une ampleur nouvelle depuis quelques semaines. À deux ans et demi de la date fatidique, force est de constater que le débat piétine toujours.

«Combien coûtera le bilinguisme», la sempiternelle question est aujourd'hui répétée à profusion par les plus hésitants au projet. Certes, tout investissement possède un coût, mais le «retour sur investissement» peut s'avérer très bénéfique pour la Ville d'Ottawa et bonifierait son pouvoir d'attraction touristique.

N'en déplaise au maire Jim Watson et certains de ses conseillers, le bilinguisme officiel n'est pas seulement l'affaire de la Ville. C'est aussi un projet qui prend sa source dès 1867 avec la nomination d'Ottawa pour capitale de la Constitution. Un projet renforcé 100 ans plus tard par le rapport de la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme en 1970, plaidant pour un statut bilingue. Le tout an après la Loi sur les langues officielles.

La capitale du Canada doit être bilingue: il s'agirait ici d'un formidable message envoyé non seulement aux résidents de la capitale nationale et des Canadiens de Victoria à St-Jean de Terre-Neuve, *A mari usque ad mare*, mais aussi une intention importante pour les autres pays. Le tout dans la lignée des valeurs de respect et multiculturalisme que le Canada prône depuis sa création.

Il appartient plus que jamais aux leaders d'opinion, universitaires, politiciens, francophones, francophiles de donner les arguments, et chiffrés si besoin est, en faveur de ce projet vital pour Ottawa et le Canada. L'élection municipale représente dès lors une vitrine que les différents sympathisants du Mouvement de Jacques de Courville Nicol doivent saisir.

Contrairement à l'idée reçue, le débat sur le bilinguisme officiel n'est pas réapparu avec le lancement du Mouvement pour une capitale du Canada officiellement bilingue, présidé par

ce même Jacques de Courville Nicol. Lors du grand sommet des États généraux de la francophonie à Ottawa en 2012, l'idée avait déjà été relancée. Avec, à ce moment-là, la création d'un comité militant pour le projet. En 2005 déjà, bien avant l'arrivée de Jim Watson la tête de municipalité, Queen's Park avait enjoint par la loi 163 la Ville d'Ottawa à avoir une politique de bilinguisme. Une définition alors floue.

Les campagnes électorales sont souvent l'occasion de promesses. Ils sont une bonne dizaine de candidats francophones à s'être rangés en faveur du statut officiellement bilingue de la Ville d'Ottawa. Reste à savoir si l'emprise de Jim Watson (probablement réélu dans son fauteuil le 27 octobre) sur le conseil municipal résolument anglophone leur permettra de réitérer ces bonnes paroles une fois à la table des élus. Rien n'est moins certain à ce niveau-là.

Car Jim Watson n'a pas failli à sa mission, si l'on ose la comparaison avec son prédécesseur, le très anglophone Larry O'Brien. Le premier magistrat actuel s'exprime en français, multiplie les représentations au cours des événements francophones. C'est justement là où le bât blesse: la forme et la diplomatie ne peuvent pas dissimuler éternellement les défis.

Et au-delà du débat sur le bilinguisme, les défis demeurent à la Ville d'Ottawa: la documentation municipale n'est pas toujours fournie dans les deux langues, la traduction reste parfois balbutiante, et les services offerts en français restent très variables selon les différents quartiers d'Ottawa. Autant de défis pour lesquels les réponses de M. Watson et des autres conseillers sont encore trop superficielles.

Il serait faux pourtant de donner à nos élus toute la responsabilité du projet de bilinguisme. La responsabilité est aussi citoyenne. Plus que jamais, les francophones et francophiles doivent demander des services en français dans les commerces ou restaurants. Ou du moins essayer. Un simple «Bonjour>Hello» dure moins d'une seconde, et permet peut-être cinq minutes de service dans la langue de Molière. Un petit pas, certes. «Celui qui veut atteindre un objectif doit faire des petits pas», affirmait bien avec raison Saul Bellow, prix Nobel de littérature d'origine canadienne.

Dernièrement, *L'Express d'Ottawa* révélait que seuls 6,5% des utilisateurs du 3-1-1 avaient effectué leurs appels en français en 2013. Une tendance régulière puisqu'ils étaient 5,5% en 2011, et 6,2% en 2012 selon les mêmes données. C'est trop peu dans une ville comptant 15% de francophones et près de 40% de résidents capables de converser dans les deux langues officielles.

En cette édition du 25 septembre, *L'Express d'Ottawa*, fier de son histoire et de son identité, même si conscient du long chemin à parcourir, appuie logiquement et pleinement la désignation bilingue de la Ville d'Ottawa, la capitale du Canada.

Madeleine Joannis,

directrice générale de *L'Express d'Ottawa*.